

Contrepoints

Le journal libéral de référence en France



[Voir plus d'articles](#) ▼

Confrontée à des tensions sociales grandissantes, la France persiste dans une approche étatiste qui aggrave les problèmes. Un virage vers le marché libre pourrait être la clé pour restaurer la stabilité et la prospérité.

Publié le 3 décembre 2023

Alors que la France est aujourd'hui confrontée à des **tensions sociales et ethniques** d'une ampleur inédite dans son histoire contemporaine, la principale réponse politique consiste à réclamer un renforcement du rôle de l'État. Cet automatisme étatiste est pourtant ce qui a conduit le pays dans son impasse actuelle.

Depuis la fin des années 1960, l'État a construit un arsenal sans précédent de **politiques sociales** censées corriger les inégalités et prévenir les conflits supposément inhérents à la société française. Las, non seulement ces politiques n'ont pas empêché la montée des tensions, mais elles les ont largement

alimentées.

Tout d'abord, l'augmentation significative du **salaire minimum** en France, initiée en juin 1968 et poursuivie au cours des quatorze années suivantes, a eu des répercussions notables sur l'accès des jeunes issus de l'immigration au marché du travail légal. Dès les années 1970, le niveau élevé du SMIC a rendu coûteuse leur embauche pour les employeurs, poussant ainsi ces jeunes vers l'économie souterraine et ses divers trafics.

Après un certain âge, les jeunes des quartiers qui parvenaient finalement à accéder à l'emploi bénéficiaient de contrats subventionnés, financés par des milliards alloués aux réductions de charges sociales. Cette stratégie visait à atténuer le risque d'un chômage de masse, conséquence directe du niveau élevé du salaire minimum.

Parallèlement, les **politiques de logement** de masse en faveur des immigrés, amorcées elles aussi au cours des années 1960, ont créé une incitation puissante à la venue et au maintien sur le territoire français de nouveaux immigrés, surtout d'Afrique du Nord. L'État s'est trouvé pris au piège de ces politiques dès les années 1970, étant donné l'impossibilité de procéder à des expulsions massives face à des grèves de loyers généralisées dans les logements sociaux.

Pire, l'État a, involontairement, encouragé les activités illicites et la violence en dirigeant des **financements vers les quartiers sensibles**. Ces fonds, alloués à travers diverses allocations et programmes sociaux, tels que des salles de sport, des maisons de jeunes et des programmes d'éducation prioritaire, ont représenté des milliards de francs, puis d'euros. Autrement dit, plus un quartier générait de désordres et de violences, plus il recevait de subsides de la part de l'État.

Difficile dans ces conditions de s'étonner que la délinquance et les comportements violents soient enracinés au sein de communautés vivant depuis

des décennies, non pas de l'échange marchand librement consenti, mais de trafics illicites et de l'extorsion des subventions étatiques.

Certes, diront certains, l'État a largement échoué dans ses politiques sociales.

Mais maintenant qu'il est question d'**insécurité croissante**, ne revient-il pas à ce même État d'intervenir énergiquement ? Là encore, le bilan des dernières décennies devrait inciter à la prudence. Même dans le domaine de la sécurité, l'État a failli à assurer un degré élevé de protection des personnes et des biens, et a parfois même aggravé la situation.

Ainsi l'État s'est-il lancé dans les années 1970 dans une politique migratoire visant à restreindre les mouvements de personnes, que rendaient pourtant inéluctables les révolutions dans les transports et les communications à l'échelle mondiale, sans parler des incitations créées par les politiques sociales elles-mêmes. Cette politique migratoire restrictive a surtout eu pour effet de grossir les rangs des migrants clandestins.

Ces derniers, ayant souvent dépensé toutes leurs économies pour payer les réseaux criminels facilitant leur passage irrégulier, se retrouvaient endettés et parfois contraints à la criminalité par ces mêmes réseaux. Face à cette situation, l'État a opté pour des régularisations périodiques des clandestins, tentant ainsi de les intégrer, de les éloigner de la marginalité et de la criminalité, mais consolidant paradoxalement un circuit d'immigration irrégulière.

En opposition à la criminalité ainsi alimentée par les politiques publiques, n'oublions pas que la majorité des services de sécurité est assumée par des acteurs privés, via les installations anti-intrusion, les sociétés de surveillance, ou les instruments de défense personnelle. Autant de preuves que le marché libre est souvent plus efficace que l'État pour répondre à ce type de besoins.

Ces observations conduisent à un constat clair : les politiques étatiques des dernières décennies ont échoué à atténuer les tensions sociales et ethniques ainsi que l'insécurité. Loin de réduire les inégalités, ces politiques n'ont fait que renforcer la spirale de la violence dans les quartiers en confortant indirectement les comportements délinquants.

Il est urgent de tirer les leçons de l'échec manifeste des politiques actuelles et de rompre avec l'illusion étatiste. Cela implique, à terme, de renoncer à des politiques migratoires inefficaces et contreproductives. Mais plus immédiatement cela nécessite de mettre fin à l'excès de réglementations, d'allocations et de programmes sociaux qui, sous couvert de justice sociale, ont mené à l'exclusion et à la mauvaise utilisation des fonds publics.

Seul un changement de paradigme, avec un désengagement de l'État au profit du marché libre, permettra de restaurer les incitations positives à la responsabilité individuelle et de renforcer le lien social. C'est de cette manière que la France retrouvera cohésion, stabilité et prospérité.

Contrepoints
